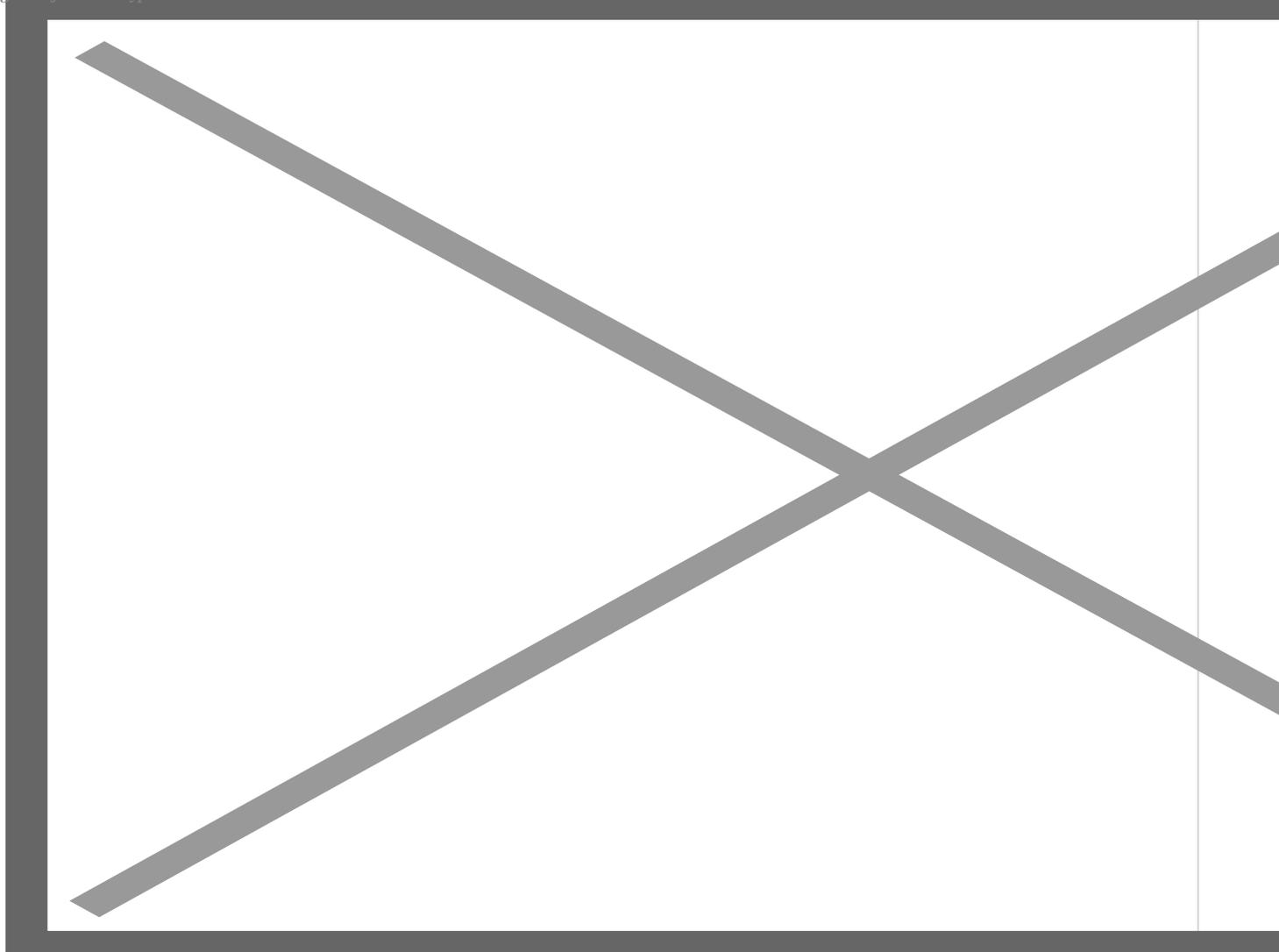


Le Panama se joint à l'appel international et demande aux États-Unis de retirer Cuba de la liste unilatérale

Image not found or type unknown



Panama, 29 mai (RHC) Le Conseil National pour la Défense de la Souveraineté et de la Paix (Conadesopaz) du Panama a demandé aujourd'hui dans un communiqué que les États-Unis retirent Cuba de la liste des pays soutenant le terrorisme.

Le groupe, présidé par l'écrivain et historien César del Vasto, a demandé au ministère des Affaires étrangères de l'isthme d'exprimer sa position latino-américaine et d'appeler Washington à exclure définitivement l'île de la liste arbitraire.

Dans son message, la Conadesopaz précise que la désignation unilatérale elle-même va à l'encontre des principes fondamentaux du droit international, tels que l'égalité souveraine des États, l'interdiction d'intervenir dans les affaires intérieures et le règlement pacifique des différends internationaux.

« Cuba a été victime du terrorisme. Nous, Panaméens, sommes bien conscients de ces faits. Selon les données officielles, il y a eu à Cuba 3 478 morts et 2 99 personnes handicapées à la suite d'actes commis par des terroristes.

En outre, il y a eu des morts et des blessés parmi les personnes handicapées, à cause d'actes commis, perpétrés et parrainés depuis le territoire des États-Unis, avec la tolérance des autorités officielles", souligne le texte.

De même, Conadesopaz fait allusion au fait que les experts des Nations Unies ont exhorté le gouvernement de Joe Biden à revoir son cadre national qui déclenche des sanctions spécifiques contre les États désignés comme parrains du terrorisme (Cuba, la République populaire démocratique de Corée, l'Iran et la Syrie), auxquels de sévères restrictions économiques supplémentaires sont imposées en raison de la désignation.

La demande de ce groupe, qui fait partie du Conseil mondial de la paix, s'ajoute à des dizaines de messages émis depuis le Panama par des groupes de solidarité, des résidents cubains, des syndicats et des centres de travailleurs, entre autres.

Le ministre des affaires étrangères de la nation caribéenne, Bruno Rodríguez, a récemment dénoncé l'inclusion de l'île dans la liste des pays qui parraineraient le terrorisme comme une mesure brutale du gouvernement américain à l'encontre de son peuple.

Sur le réseau social X, le diplomate a souligné que cette action vise à asphyxier l'économie de la nation caribéenne et à rendre le gouvernement responsable de son impact sur la population.

Le département d'État américain a indiqué que Cuba avait été retirée de la liste des pays qui, selon Washington, « ne coopèrent pas pleinement » dans la lutte contre le terrorisme.

Pour sa part, le gouvernement cubain a jugé cette disposition insuffisante, car elle n'équivaut pas à l'élimination de la liste des pays soutenant le terrorisme, ce qui implique de sérieuses limitations des échanges économiques et commerciaux.

Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères de la plus grande des Antilles a exhorté les États-Unis à retirer la nation caribéenne de cette désignation et a assuré qu'il ne suffit pas de reconnaître que Cuba coopère pleinement avec les efforts antiterroristes de Washington (Source:PL).



Radio Habana Cuba